

Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, devant le conseil régional de Midi-Pyrénées, sur les nouvelles relations entre l'Etat et la région et sur la politique gouvernementale à l'égard de Midi-Pyrénées, Toulouse, mardi 28 septembre 1982.

Monsieur le président,

- Mesdames et messieurs,

- Je vous remercie d'être venus si nombreux pour représenter les huit départements de la région Midi-Pyrénées, d'avoir préparé cette réunion avec un tel sérieux et vous particulièrement, monsieur le président `Alex Raymond`, de m'avoir saisi des problèmes avec tant de précision.

- Certes, les rôles ne doivent pas être confondus et je n'ai pas à traiter, dans les responsabilités qui sont les miennes, de l'ensemble des problèmes qui ont été évoqués. Mais enfin je suis chez vous, je suis votre hôte, j'ai eu l'occasion pendant deux jours, - je continuerai demain matin dans l'Ariège - de rencontrer la plupart de vos élus, de vos représentants, la population. Il est donc bien normal qu'on s'entretienne, que l'on discute et puis il appartiendra au gouvernement de réaliser nombre des décisions, de les prendre aussi, et dans quelques domaines essentiels, de suivre les orientations décidées par le Président de la République.

- Vous démêlerez vous-mêmes au-cours de cette intervention ce qui relève des uns, ce qui relève des autres. De toute façon tout revient par le même circuit puisque vous vivez les problèmes, vous êtes sur le tas, vous êtes les représentants de ceux qui vivent ici. N'entrons donc pas dans des détails inutiles. Moi ma charge est sur le -plan de la France, de remplir le rôle que vous remplissez ici, donc d'être à l'écoute de tous et de répondre simplement sur chacun des problèmes qui signifient pour les uns de la peine, pour les autres l'espérance, en tout cas la vie d'un pays comme le nôtre.\

Monsieur le Président, avant même de commencer l'exposé que j'ai préparé, je voudrais vous dire à quel point je vous suis reconnaissant du soin que vous avez apporté, ainsi que le bureau régional, à l'accueil du Président de la République et de vous dire que j'ai été peiné que l'homme de dévouement et de disponibilité que vous êtes, si ouvert à tous, ait été frappé par un accès stupide, dès hier matin, comme s'il s'agissait de nous accueillir tous les deux d'une façon qui ne sera pas appréciée par l'ensemble des Français `attentat au domicile de M. Alex Raymond, président du conseil régional`.

- En tout cas, monsieur le président, vous connaissant depuis longtemps, je sais que cette région est dans de bonnes mains et je tenais à le dire dès le point de départ. Je suis déjà venu ici, souvent, à Toulouse, dans la région. Je connais déjà, cela fait plus de 15 ans, bon nombre d'entre vous. J'ai même tenu des assemblées studieuses au même endroit.

- La première fois que je suis venu pour des cérémonies officielles, j'étais jeune ministre des anciens combattants, aux côtés du Président de la République issu de votre région, Vincent Auriol. Et je me souviens de l'avoir accompagné au travers des rues, dans ses visites diverses, d'avoir vu et observé la liesse populaire qui accueillait l'un des siens, le premier Président de la quatrième République. Vous me permettrez d'évoquer sa mémoire avant de commencer mon

exposé.\

Il y a quelques mois, lorsque j'ai accepté votre invitation, monsieur le président, à visiter votre région, mon souhait fut à peine pondéré par l'ampleur de la tâche qui s'annonçait, puisque votre région est celle qui comporte en France le plus de départements. Voilà deux jours que nous la parcourons, trop rapidement sans doute, mais non sans que j'aie pu sentir le coeur, comprendre les pensées de ses habitants, leurs inquiétudes et leurs espoirs. Et je n'en ai pas fini puisque j'irai demain en Ariège.

- Pour ce voyage, on a discuté les chemins par où passer, on a cherché à économiser le temps - naturellement - et donc les déplacements. On avait même évoqué l'hypothèse de venir à Toulouse et de ne visiter que la moitié des départements de cette région. Pour répondre à mon sentiment, au vôtre aussi, afin vraiment de rencontrer les huit départements, leurs responsables et leurs élus, j'ai décidé de voir, de visiter les huit départements en 2 jours et demi. Pardonnez-moi si je suis passé un peu vite ici ou là. Je reviendrai, et pas forcément dans le même train officiel. Je reviendrai parmi vous, j'aime y revenir, c'est un rendez-vous que j'observe depuis plus de 30 ans, où je trouve bien des raisons d'être, beaucoup de coeur à l'ouvrage. Quand on vient par ici on a envie de mieux faire, de faire davantage. C'est l'impression que je retire, à l'issue de ces deux journées. Et puisque nous nous sommes fixés le rendez-vous de ce soir, eh bien, il me faut répondre aux questions sous les réserves que j'ai émises au point de départ, les questions dont je sais qu'elles sont celles des responsables régionaux et à travers eux de la population.

- D'abord pourquoi suis-je venu en Midi-Pyrénées ? Vous savez que dès que le Président de la République se déplace quelque part, le jeu des explications, des motivations devient pressant comme si tout était calculé, comme si rien ne pouvait être spontané.

- On a dit, et c'était vrai, que mon premier voyage en province fut celui de la Lorraine parce que je voulais rencontrer celle des régions de France qui avait subi le plus durement les ravages de la crise. Je voulais porter aux Lorrains le message d'espoir de notre volonté.

- Pour le Limousin, mon deuxième voyage en province, c'était pour témoigner de la solidarité nationale à l'égard de la région de France peut-être la plus délaissée.\

Alors, aujourd'hui pourquoi venir en Midi-Pyrénées ?

- Il y a beaucoup de raisons à cela, j'essaie de les résumer en une seule expression : parce que Midi-Pyrénées est à mes yeux une région à l'image de la France.

- Forte de sa culture, du sens de son travail, de ses responsabilités & forte, et faible parfois, de sa beauté naturelle qui implique un relief souvent peu propice aux grandes productions & forte de son agriculture, polyculture en fait, un grand atout à condition qu'on sache faire les choix de l'avenir et déterminer les priorités & forte de son industrie, grands groupes industriels, mais aussi dense tissu de petites et moyennes entreprises autour de grands secteurs & l'aéronautique, le spatial, l'électronique, bien sûr, mais aussi le textile, l'agro-alimentaire et la mécanique.

- Votre région connaît un problème d'équilibre territorial entre une grande métropole, un vaste espace rural et des bassins d'industrialisation ancienne souvent en difficulté. A l'image de la France, par son souci et son sens de la vie, sa volonté et son intelligence. Ce que vous venez de dire, monsieur le président, témoigne à l'évidence de la volonté de la région Midi-Pyrénées de participer à l'oeuvre -entreprise au-plan national pour le redressement économique, pour l'exploitation de ce que vous appelez toutes les potentialités régionales et nationales, pour la justice entre les Français et la lutte contre les inégalités. J'ai dit, hier soir, à Figeac, ce que je pensais bon de dire, au-delà des habitants de Midi-Pyrénées, à tous les Français, les difficultés qui nous attendent et la capacité de la politique menée par le gouvernement à les affronter résolument pour construire la société que nous souhaitons, sans illusion sur l'effort nécessaire et sans que les énergies ne puissent se détendre plus tôt qu'il ne faudrait au-coeur de l'impitoyable combat qui nous est livré, au-plan international. Le projet dont nous sommes porteurs nous impose de construire les fondements solides d'une économie moderne et conquérante. Nous nous y sommes engagés.

- Et je suis heureux de constater que votre volonté en ce domaine rejoint la mienne, rejoint la nôtre. Il nous faut donc envisager aujourd'hui les conditions les plus favorables à la conjugaison, à la conjonction de nos forces pour le bien de Midi-Pyrénées et pour le bien de la France tout

la conjoncture de nos forces pour le bien de Midi-Pyrénées et pour le bien de la France tout entière.\

C'est pourquoi, afin de répondre aux grandes questions que vous m'avez posées, monsieur le président, je souhaite vous entretenir :

- - d'abord des relations nouvelles qui doivent s'établir entre l'Etat et la région et votre région,
- - ensuite des efforts que l'Etat peut et doit déployer pour favoriser la mise en valeur des richesses de votre région,
- - enfin, de ce que le gouvernement peut et doit attendre de la région Midi-Pyrénées pour qu'elle enrichisse la communauté nationale et participe pleinement à l'oeuvre de redressement que nous avons -entreprise.

- 1.- Alors d'abord les relations, les nouvelles relations entre l'Etat et la région.

- Ces nouvelles relations seront largement dépendantes de ce qui a été décidé pour que la décentralisation puisse enrichir nos libertés et notre démocratie en favorisant l'épanouissement local, départemental et régional. C'est une oeuvre de longue haleine, c'est celle qui a déjà marqué, oui j'en suis sûr, les 15 premiers mois de ce septennat. C'est la plus profonde transformation du tissu institutionnel de la France depuis le début du siècle et même depuis la naissance de la 3ème République. Cette décentralisation sera poursuivie.

- Les transferts de compétence que vous réclamez, à juste -titre, s'effectueront donc en temps voulu par l'intermédiaire d'une nouvelle loi dont la discussion débutera au Parlement dans les semaines qui viennent. Si le gouvernement a été conduit à diviser en deux parties le texte portant sur les transferts de compétence, c'est essentiellement pour accélérer l'adoption et la mise en application, dès 1983, de ses mesures financières, étant bien entendu que la deuxième partie devra elle-même être discutée très vite, j'ai dit lors de la prochaine session de printemps.\

Au-delà de la décentralisation doivent s'instaurer ces nouvelles relations. Comment pourrais-je les caractériser ? Je les nommerais contractuelles, la notion de contrat inspire mon action. Pourquoi ne pas la retrouver ici, dans ce domaine privilégié. C'est pourquoi sont venus avec moi ou m'ont rejoint plusieurs membres du gouvernement qui signeront à Toulouse des conventions avec votre région dans le domaine :

- - des transports : par un schéma régional de transports collectifs qui permettra de lutter efficacement contre les inégalités en ce domaine,

- - de la culture : pour que notre culture commune s'enrichisse, de la meilleure façon, des apports de votre identité régionale,

- - de l'environnement : pour que l'Etat et Midi-Pyrénées conjuguent leurs efforts pour la -défense des équilibres naturels,

- - de la formation professionnelle : pour que au plus vite et dans un premier temps, trois mille cinq cents jeunes de votre région puissent bénéficier du plan pour l'insertion professionnelle des 16 à 18 ans récemment adopté par le gouvernement,

- - de l'agriculture, j'y reviendrai tout à l'heure.

- Autant de domaines - mais j'en passe, il est possible que l'on complète encore cette organisation - tant de domaines où l'action de l'Etat et de la région s'organiseront utilement pour le bien de tous. D'autant plus qu'au-delà de ces contrats signés aujourd'hui, il en est bien d'autres qui marquent les nouvelles relations de l'Etat et de la région et qui sont couverts par les différents ministres ici présents. Je pense en-particulier à M. le ministre de la décentralisation et à M. le ministre d'Etat chargé de l'industrie. Je pense à M. le secrétaire d'Etat au tourisme, à M. le ministre de l'éducation nationale, à M. le secrétaire d'Etat à l'agriculture qui sont eux aussi sur le tas et qui doivent répondre à bien des questions.

- Ces actions conjointes seront organisées dans-le-cadre du 9ème Plan dont nous commençons ensemble l'élaboration : la réflexion que vous avez engagée sur une conception globale du développement de votre région va permettre de définir les priorités qui bénéficieront de l'appui de l'Etat par l'intermédiaire du ou des contrats de plan que l'Etat doit signer avec vous. Voilà une méthode. C'est un changement sérieux, plutôt que la distribution, parfois au petit bonheur ou selon les circonstances économiques, ou bien pour aucune raison du tout, qui voulait jusque là régenter les relations de l'Etat ou des régions, des collectivités locales.

- Ce contrat, croyez-moi, sera au-cœur de la planification pour régler nos relations et pour que vous soyez des partenaires majeurs et responsables.\

C'est bien ça la réalité : vous êtes responsables, mesdames et messieurs, vous ne l'étiez pas hier. Enfin, différemment. De la région ? si peu. Des départements ?... j'ai été moi-même pendant 17 ans président d'un conseil général, j'ai été pendant 22 ans maire d'une petite commune, il y avait 3000 habitants, vous voyez ça n'est pas Toulouse. J'ai vécu la vie qui est la vôtre, j'ai été 35 ans membre du Parlement. Eh bien je dois le dire, j'ai toujours souffert de cette situation diminuée, dans laquelle se trouvaient les élus par-rapport à l'administration nécessaire, administration remarquable que j'ai beaucoup estimée tout au long de ma vie politique, mais qui devait être située dans-un-cadre démocratique pour que l'on en finisse avec une certaine conception napoléonienne du pouvoir. Il n'était pas possible de laisser les choses en l'état : voilà pourquoi la décentralisation a été la première oeuvre à laquelle je me sois attaché.\

Il faut penser aussi à l'extérieur. Nous nous défendrons d'autant mieux que l'Etat sera présent pour défendre vos intérêts sur la scène internationale. Je ne vous parlerai pas de l'ensemble des problèmes internationaux qui me sollicitent de jour en jour, bien que je m'efforce en toute circonstance d'assurer la présence de la France sur la surface du globe, à la mesure de nos moyens, qui sont importants.

- Il est vrai que dans l'immédiat des problèmes difficiles se posent. Il faut les traiter correctement. Il faut que le problème de l'élargissement `de la CEE` soit traité avec franchise. Je suis allé au Portugal, je suis allé en Espagne : ce ne sont pas des voyages très faciles, surtout le dernier, lorsque l'on représente la France et que l'on se trouve opposé à ce problème difficile. Oui l'Espagne, politiquement, culturellement, historiquement, géographiquement, économiquement, fait partie de l'Europe. Oui, mais nous aussi et faut-il accepter que nos producteurs puissent être projetés dans une construction élargie sans avoir été mis en mesure de défendre leur production, sans supporter le risque de concurrence que je n'appellerai pas déloyale, mais inégale par les fiscalités, les lois sociales et le coût des prix de revient.

- Voilà toutes les questions que j'ai posées dès le premier jour à la Communauté européenne et encore récemment dans un message que j'ai adressé à M. le président Thorn, président de la Commission européenne. J'ai demandé et obtenu, lors du dernier conseil `européen` de Bruxelles, les 28 et 29 juin derniers, que cette même Commission européenne fasse diligence pour l'inventaire des problèmes posés par l'élargissement pour les politiques communautaires et pour chacun des états-membres.

- J'ai fait des propositions. Il faut qu'on sache de quoi on parle et ce qui est en jeu. J'ai toujours dit qu'il y avait une évidence politique à l'entrée de ces deux démocraties dans la Communauté, comme l'a fait la Grèce elle-même.\

Mais si la volonté politique est nécessaire, est-elle suffisante ? On ne peut pas laisser de côté les questions fondamentales comme celles-ci.

- Par exemple, la Communauté `CEE` n'a pas encore été capable de régler le sort des productions du Sud de cette même communauté. Lors du sommet de Londres, on a débattu plus longuement des problèmes du lait et c'était nécessaire, nous étions nous-mêmes demandeurs - mais cela a été extraordinairement difficile de discuter des problèmes de l'huile ou de l'olive. Quant à parler du vin, il n'en était pas question.

- Et pour la première fois depuis 1957, la décision prise par Bruxelles, de soutenir la production viticole au travers d'un certain nombre de procédés en autorisant des distillations permettent à la France de supporter des concurrences souvent inacceptables. Eh bien, c'est la première fois depuis 1957, que nous sommes parvenus à un premier résultat. En attendant que nous nous organisions davantage, autour de l'office du vin.

- Donc, il faut d'abord - je ne pose pas une condition, j'exprime le bon sens - que les productions des pays du sud, présents dans la Communauté, soient garanties et défendues au même -titre que les productions de l'Europe du nord, avant de songer à élargir le champ de nos contradictions. C'est en tout cas les instructions que j'ai données au gouvernement.\

Et pourtant je désire aboutir, ne pas tourner le dos à notre temps. Il n'y a pas de raison de tenir

rigueur aux Espagnols d'exister, d'être un peuple intelligent et travailleur, d'être devenue la dixième puissance industrielle du monde et d'avoir une agriculture concurrentielle de la nôtre, pas simplement l'agriculture mais aussi la pêche. Je demande simplement que des réponses claires soient apportées aux questions que j'ai posées. Je ne me contenterai pas de réponses vagues et je n'attendrai pas que l'on soit entrés dans la Communauté pour que soudain on se trouve, oui, je parle clairement, devant des coalitions d'intérêts qui isoleraient la France dans la conduite future de sa politique en Europe. Bref, l'élargissement suppose l'approfondissement de la Communauté.

- Je retiendrai longtemps votre attention, mais avouez que vous ne m'avez pas ménagé, monsieur le président. Si je répons à tout, on dira "c'est un peu long", si je répons à la moitié, on dira "c'est insuffisant". Si je ne répondais à rien, alors ce serait une cérémonie rituelle et chacun partirait mécontent, moi le premier. Ensuite, je ne me prive pas du plaisir de vous parler, comme ça, en me laissant conduire par mon texte, mais aussi par l'idée que j'en ai, en faisant quelques incursions qui n'ont pas été prévues, qui sont même redoutées par mes collaborateurs.\

Deuxième point donc : les engagements de l'Etat à l'égard de votre région.

- Vous avez souligné les conditions du développement économique de votre région, monsieur le président. Vous avez posé un certain nombre de problèmes. Il faut en tirer le meilleur. Alors, je voudrais vous parler d'abord de ce que vous appelez le potentiel agricole. Je serai un peu plus long sur les problèmes de l'agriculture, parce que les problèmes qui se posent dans le Midi-Pyrénées se posent très au-delà £ donc je m'adresse un peu à la France toute entière, vous m'en excuserez. Je l'ai d'ailleurs déjà fait dans l'Aveyron, tout à l'heure, comme je l'avais fait déjà à Montauban.

- Lorsqu'on essaie de saisir dans son ensemble l'agriculture de votre région, c'est toujours la diversité de son appareil productif qui apparaît comme la caractéristique dominante. Comme si les agriculteurs de Midi-Pyrénées avaient voulu offrir une gamme pratiquement complète des produits que notre agriculture et notre élevage, en-particulier, dans leur plus haute qualité, peuvent nous proposer. Diversité des productions, diversité des exploitations, diversité dans leurs tailles, leur degré de spécialisation, leur niveau de mécanisation.

- Il fut un temps, pas si lointain, où ce foisonnement de productions et de formes d'exploitation était considéré comme le signe d'un archaïsme économique qu'il fallait réduire à-tout-prix, au-profit d'une stricte spécialisation. On en est un peu revenu et il m'apparaît aujourd'hui au contraire qu'après tout, c'est peut-être une chance exceptionnelle, dès lors qu'il s'agit de mettre en valeur avec intelligence et détermination, ce qui résulte d'une longue tradition.\

Sous certaines conditions, on peut imaginer que l'agriculture telle qu'elle est devra se moderniser et sera créatrice d'emplois, et dégager des richesses exportables. A Montauban, reçu par une coopérative, j'ai constaté que la production de la pomme pouvait, sur la base d'une coopérative dans laquelle chaque producteur, qui reste libre, apporte son -concours total, sans rien retenir, devenir, je ne sais pas si ma mémoire est bonne, la plus forte exportation en Europe, peut-être même dans le monde. Ca existe, comme ça, à Montauban. On a presque été surpris de l'apprendre. Lorsque je me trouve à Rodez, on voit une SICA, le groupe Centre-Sud, capable de faire vivre à l'intérieur d'un vaste ensemble des centaines et même, avec naturellement les activités annexes, des milliers de personnes.

- Tout cela s'est effectué à-partir de productions, sans doute améliorées, systématisées, calibrées (le problème du calibre et du volume de ces produits ` fruits et légumes ` a justifié des discussions à l'infini à tous les échelons de la discussion européenne) mais enfin, cela montre bien qu'à-partir des productions, dont vous êtes maîtres, vous, mesdames et messieurs les agriculteurs, vous pouvez obtenir un exceptionnel rendement. Mais sous certaines conditions.\

Permettre à l'ensemble des agriculteurs qui le désirent de réaliser une intensification raisonnée et maîtrisée de leur production, cela consiste à mettre à la disposition du plus grand nombre le progrès technique sans bouleverser les systèmes de production, sans provoquer un endettement exagéré, le grand mal du monde actuel, que ce soit l'endettement du tiers monde, par-rapport aux pays industrialisés, ou bien des grandes banques du monde occidental, pas en France, l'endettement des entreprises françaises et l'endettement de l'agriculture par une mauvaise

appréciation de l'évolution des temps. Ce qui fait qu'aujourd'hui ... Il s'agit de courir après le règlement toujours en retard des frais financiers, tandis que continuent de peser lourd les taux d'intérêts. Il faut aussi naturellement accroître la productivité. L'Etat continue à aider la région dans l'accomplissement de son programme d'hydraulique agricole : il l'a fait en 1982, pour 114 millions de francs.

- Mais ce programme s'intéressera de plus en plus aux petits périmètres qui permettront le développement de productions intensives dans les zones difficiles. J'ai moi-même représenté des zones difficiles et je ne serai pas le dernier à les défendre. De même l'Etat ne peut qu'encourager votre volonté de favoriser l'organisation collective des moyens de production, dans le respect de chaque exploitation individuelle. Regardez les CUMA `coopératives d'utilisation du matériel agricole` qui restent aujourd'hui encore une manière très sûre d'abaisser les coûts de production, qui sont en fait une irremplaçable école de progrès.

- Enfin votre volonté d'encourager les petits élevages, les productions végétales intensives, monsieur le président, peut apporter un complément de revenus aux petits exploitants et cela va dans le sens d'un progrès bien compris.\

Deuxième condition : adapter les normes de la politique agricole communautaire et nationale, les conditions d'attribution des aides, des subventions, du financement aux réalités sociales de la région. Aujourd'hui 15 % seulement des exploitations de votre région remplissent les conditions qui leur permettent d'accéder aux divers financements attachés à un plan de développement. Mais les autres ? Il faut qu'elles puissent accéder à un financement plus souple qui accompagnera le plan d'orientation de sa production que l'agriculteur pourrait élaborer, qu'il élabore souvent avec les conseillers agricoles. Cette adaptation du financement de la production aux objectifs d'emploi et de compétitivité, nous nous les fixons pour ce secteur agricole ainsi que pour l'environnement économique général. C'est une tâche urgente. Le gouvernement après avoir consulté les organisations agricoles fera des propositions complètes, en ce domaine, dans le courant de l'année 1983.\

Et puis, il faut faciliter la transformation et la vente de vos produits par un développement équilibré des industries agricoles et alimentaires, l'agro-alimentaire. Songeons aux difficultés qui sont nôtres, en dehors de quelques cas connus, face au développement des multinationales ! Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, ce que j'ai visité hier et aujourd'hui m'a beaucoup réconforté car j'ai pu constater de quelle façon des Français, pour peu qu'ils le veuillent, étaient parfaitement capables d'affronter cette rude concurrence avec beaucoup moins de moyens financiers que les autres. Ce qui prouve que l'initiative et que l'intelligence ajoutées à la volonté sont les armes les meilleures y compris dans le monde moderne.\

Et puis il y a d'autres entreprises que celles que j'évoque, des entreprises plus petites, ce qui ne signifie pas moins capables de transformer et de vendre les petites productions, les produits de luxe sur les marchés français et étrangers, ce tissu d'entreprises petites ou moyennes. Oh, je sais à quel point ces entreprises doutent souvent de l'avenir et doutent aussi de la volonté du gouvernement à s'occuper de leur sort. Je veux pourtant que ces petites et moyennes entreprises `PME`, souvent de contour rural autant qu'industriel puissent à la fois disposer du développement des revenus des agriculteurs et maintenir des emplois industriels dans les zones rurales .. Cela sera encouragé par la puissance publique et trouvera dans le Crédit agricole l'instrument privilégié de son développement. Les formes coopératives que j'ai vantées tout à l'heure, parce que l'exemple m'en a été donné, pourraient être ce prolongement de l'exploitation agricole, qui apporte au marché après l'avoir transformé ce que son adhérent a su produire.\

Mais il ne faut pas se contenter de cela, il faut aussi développer. C'est-à-dire développer quelques grands secteurs porteurs d'avenir. Et d'abord en premier lieu - je ne voudrais choquer personne, ou décevoir telle ou telle catégorie professionnelle - en premier lieu donc l'élevage qui représente plus de 40 % de la production agricole. Vous l'avez d'ailleurs fait figurer au premier -plan de vos préoccupations, monsieur le président, si je vous ai bien entendu au-cours de ces derniers jours et ce soir aussi. Cela fait l'objet de plusieurs mesures, de conventions, d'un contrat Etat - région. Encore faut-il avant toute chose que nos éleveurs puissent dès cette année maintenir leurs cheptels en -état de produire. surtout après la sécheresse qui a frappé plusieurs départements du

...après en cas de problème, surtout après la catastrophe que le ruyseau provoque département par département au centre et de votre région. Déjà des mesures destinées à aider les transports de fourrage ont été prises. Elles viennent d'être élargies. L'administration, je le sais, est prête à aider les éleveurs, à utiliser leurs surplus de pommes retirées du marché. Il faut savoir mettre en relations nos forces et nos faiblesses. Déjà nous avons obtenu de la Communauté européenne `CEE` pour ce qui concerne les pommes de porter les quotas disponibles de 119000 tonnes à 180000 ce qui va bien nous aider. Mais dans certains cas tout cela serait insuffisant et il faudrait en dernière analyse aider les éleveurs les plus touchés à acheter les fourrages et les aliments dont ils auront besoin pour l'hiver sans accroître exagérément leurs charges.

- Chacun le sait, cela a déjà été décidé, mais ceux pour lesquels cela a été décidé, l'ont espéré, et n'y croient plus guère, parce que ce n'est pas venu .. Et ce n'est pas venu parce que les complications administratives, les lenteurs inhérentes à un système que je n'ai pas fabriqué, vous le savez bien, vieux comme l'administration en France et qu'il faut cependant alléger, a empêché beaucoup d'agriculteurs de percevoir les indemnités pour les dommages subis. C'est pourquoi j'ai demandé à Mme le ministre de l'agriculture `Edith Cresson` de mettre en oeuvre dès maintenant, ce sera l'un des acquis de ce voyage, un système d'avance sans intérêt, à valoir sur l'indemnisation des calamités que percevront les éleveurs déclarés sinistrés.\

Cette mesure exceptionnelle limitée aux six départements d'élevage particulièrement touchés pourra combler les lacunes de notre système d'indemnisation des calamités dans l'élevage, et j'entends bien que non seulement on va remédier à la difficulté immédiate par ces avances sans intérêt mais aussi qu'un texte législatif sera soumis bientôt au Parlement pour établir un système répondant aux calamités naturelles qui surviennent dans l'année. Bref, que le système d'avances sans intérêt soit généralisé. Comme de toute façon il faudra payer, il vaudrait mieux le faire tout de suite £ parce que si c'est fait tout de suite, le producteur continuera de produire et c'est finalement l'économie générale qui en tirera le plus grand profit.

- De la même façon le ministre de l'économie et des finances, et le ministre de l'agriculture doivent procéder au réexamen avec les organisations agricoles de ce régime de garantie des calamités. Cette orientation, que je donne ici, à propos d'un problème conjoncturel, je voudrais que vous l'interprétiez comme la manifestation de la volonté que j'ai d'encourager l'élevage pour avoir - je l'ai plusieurs fois rappelé pendant ce voyage - vécu moi-même pendant plus de trois décennies les problèmes posés aux éleveurs, qu'ils soient producteurs de bovins qui ont eu une bonne année, ou producteurs d'ovins qui en ont une mauvaise.

- Ainsi va la vie, le devoir du gouvernement, demain celui de la région, sera de veiller à équilibrer les chances de chaque production pour ne pas être soumis aux variations du temps qui vient. Il faut encourager l'élevage partout où l'on peut maintenir ou développer les emplois agricoles, valoriser les ressources naturelles locales, fourragères, animales et votre région qui remplit très largement cet ensemble de conditions, doit être aidée par l'Etat. Tout cela est dit sans ignorer les efforts qui ont été entrepris par vos éleveurs pour augmenter l'élevage ovin et pour conserver et développer le potentiel génétique bovin.\

Ces efforts ont permis de réaliser en-particulier le sauvetage, la promotion de cette race blonde d'Aquitaine qui suscite mon admiration. Je le disais dans l'Aveyron, j'ai vécu d'abord dans mon enfance au contact de l'élevage puisque, dans ma famille, l'on avait une exploitation familiale. Mon frère cadet continue d'ailleurs de gérer l'exploitation familiale agricole. Pour moi le Limousin c'était le fin du fin. Je continue d'ailleurs de considérer que c'est une viande d'une finesse incomparable. Mais enfin, ensuite j'ai été député de la Nièvre et, vous pensez bien si j'ai épousé la cause du Charolais ! Il a fallu que je m'y fasse et à-partir de là j'ai admiré les formes, la quantité de viande, la puissance de l'exportation de cet animal exceptionnel et j'ai vu grandir, me rendant d'année en année aux concours nationaux agricoles, une race que je connaissais comme un peu chétive, pas très suivie dans les années de mon enfance, comme marginale, un peu provinciale, à côté de cette grande race qui s'appelait la "Blonde d'Aquitaine" .. Et je suis devenu peu à peu jaloux de voir de quelle façon cet élevage devenait l'un des plus beaux élevages que j'ai connus. Je crois que si les professions se sont organisées, elles ont eu quelques peines à le faire. Ce qui me rassure c'est lorsque je pense à la somme des difficultés, je vois que les autres

en ont presque autant que moi ! Mais aujourd'hui vous avez dans votre région une race admirable et parfaitement compétitive.\

Vous avez parlé des bâtiments d'élevage : vous vous en occuperez £ moi aussi. Vous avez parlé du financement des exploitations c'est un des points majeurs dont j'ai à décider car ce financement aujourd'hui ne tient pas -compte suffisamment de la réalité. On a multiplié les prêts, on a fait beaucoup de choses, mais on n'a pas fait tout ce qu'il fallait. Cela tient à des conditions budgétaires difficiles, mais il ne faut pas perdre de vue que si l'on ne donne pas le coup de fouet à cette économie agricole, quand nous interviendrons, il sera trop tard.

- Le développement de l'élevage dans votre région paraît d'autant plus souhaitable que vous avez réalisé depuis quelques années des progrès tout à fait remarquables dans la production des protéo-oléagineux qui sont devenus un des éléments essentiels de l'alimentation rationnelle des animaux. Dans les 20 dernières années nous sommes devenus très lourdement déficitaires en matières protéiques destinées à l'alimentation animale et vous savez ce que cette dépendance a coûté à la France en 1981, plus de 5 milliards de francs pour les seuls tourteaux `oléagineux` et tandis que l'on débat sur le marché commun agricole et que les décisions se prennent pour la plupart du temps à Bruxelles `CEE`, je redirai ce que j'ai dit à mes hôtes de l'Aveyron : si le bois est aujourd'hui le deuxième poste déficitaire dans le commerce extérieur, juste après le pétrole, bien que nous soyons le premier pays forestier d'Europe, la viande arrive tout juste après. Vous imaginez que notre pays, producteur de viande, avec des producteurs de qualité, et dont le commerce extérieur est déjà largement déficitaire, est obligé de l'alourdir avec des achats de viandes, achats à l'étranger qui nous appauvrissent.

- Naturellement lorsque l'on compare la situation de nos agriculteurs avec celle de leurs concurrents, lorsque l'on voit que les produits alimentaires peuvent être industrialisés tandis que les producteurs agricoles ne disposent pas de ce moyen, quand on voit tout ce qui peut arriver provenant d'Amérique, tout ce qui traverse les frontières de l'Europe sans payer de taxes dans le marché commun agricole comme le soja et un certain nombre de tourteaux, lorsque l'on aperçoit qu'il est presque impossible d'aborder cette discussion sans offenser nos partenaires, on voit bien que cela permet de pousser les usines, de développer l'aspect industriel de l'agriculture dans l'Europe du Nord où il n'existe pas de multitudes de petits et de moyens producteurs et qu'en fait le marché commun est bourré de fissures par où passent toutes les productions dominantes. Je dis que ce n'est plus possible que cela continue ainsi.\

Alors j'ai saisi les négociateurs. Tout cela se déroule dans une autre enceinte, cela s'appelle le GATT, une autre assemblée internationale qui discute de commerce international et lorsque j'ai posé cette question `importation massive en Europe de produits agro-alimentaires` j'ai senti à quel point les grands pays amis comme l'Allemagne fédérale, comme la Grande-Bretagne trouvaient véritablement qu'il y avait une sorte de discourtoisie à poser ce genre de problème. On s'est habitué trop souvent à voir la France accepter. Je suis autant et parfois plus même européen que d'autres. Je regrette que la construction européenne n'ait pas mieux réussi à s'échaffauder et je pense qu'il va falloir lancer de grandes idées pour que les hommes et les femmes de ces pays retrouvent l'élan initial à la condition de respecter chacun des pays et chacune des productions qui composent cet ensemble. On s'est habitué à considérer que la France était un pays qui pouvait se contenter d'obéir ou de suivre les injonctions venues de plus puissants qu'elle. Je respecte les autres. Je veux qu'on nous respecte et vous pouvez être rassurés, sans forfanterie et sans excès de langage : la France sera défendue et en tout cas bien entendu si l'on résiste à nos propositions et on résistera, nous saurons employer un mot très bref, un langage pratique, tout simplement : "non". Et s'il faut répéter tout simplement non, non et non, on le dira. On risque de se répéter.\

A Toulouse, vos agriculteurs et leurs organisations professionnelles, nos instituts techniques, nos centres de recherches et en-particulier l'INRA ont remarquablement répondu aux exigences d'une production modernisée en-matière de protéagineux. Je vois dans cette réussite une illustration de ce que peut accomplir la conjonction de la recherche scientifique, des entreprises dynamiques telle que nous la souhaitons. Nous produisons déjà 1200000 tonnes de colza, 400000 tonnes de

tournesol, 450000 tonnes de différents protéagineux dont je parlais tout à l'heure et dans cet ensemble la région Midi-Pyrénées tient une place de choix puisque pas loin de 130000 hectares sont déjà consacrés à la culture de ces produits. Elle est donc une zone privilégiée pour la culture du soja et du sorgho. Mesdames et messieurs les agriculteurs, je vous attends au rendez-vous. Apportez-le je vous en prie et on vous aidera car c'est une des sujétions les plus lourdes que supporte notre marché intérieur qui est conquis à l'heure actuelle au total naturellement agricole et industriel, à 35 % par des étrangers. Quand nous arriverions sans chauvinisme, je ne suis pas chauvin, à faire reculer un peu cette emprise envahissante, nous rendrions beaucoup de champ d'action, de prospérité à combien de gens en France et d'abord aux agriculteurs.

- Il y a aussi les objectifs fixés pour 1985 dans le secteur de ces oléo-protéagineux, ils sont déjà atteints. On pensait que ce serait dans deux ans et demi, c'est déjà fait. Il est donc raisonnable que nous soyons plus ambitieux pour le IXème Plan et que nous fixions comme objectif la réduction décisive de notre dépendance par un développement contrôlé de ces plans pour cumuler tous les avantages dans le domaine de la création d'emploi et de la valeur ajoutée. C'est aussi en triturant nous-mêmes nos graines, en les transformant en viande, en oeufs que nous pourrions produire à un meilleur coût, et dans ce programme la région Midi-Pyrénées doit occuper une place de choix. Je souhaite qu'elle élabore au plus tôt avec la recherche et les professionnels le programme de développement nécessaire dans ce secteur. Il pourrait être un des chapitres principaux du contrat de plan à passer avec l'Etat.

Il faut enfin assurer une formation de qualité à ceux qui veulent rester au pays. Vous avez plusieurs façons de le dire. On me précisait, car on aime bien ce genre de précision ici, que l'on dit souvent travailler et vivre au pays ici en occitan, mais aussi dans un certain nombre de dialectes qui ne sont pas de l'occitan. Je ne suis pas assez calé dans la diversité de vos cultures, j'ai essayé d'enregistrer les diverses façons de le dire, et les diverses façons de le dire n'empêchent pas que vous dites au fond les mêmes choses. Vous avez envie de rester chez vous et vous voudriez que vos fils et vos filles agissent de même d'autant plus que si l'on a connu la tentation du départ au lendemain de la deuxième guerre mondiale, du temps où les jeunes gens devaient vivre à la ferme quand il n'y avait pas la route bitumée pour l'atteindre, quand il n'y avait pas l'adduction d'eau qui obligeait à aller chercher l'eau au puits et à la rivière, lorsqu'il n'y avait pas d'électricité, comme j'ai connu plusieurs communes de mon canton jusqu'en 1954. On se demandait ce qu'on faisait là. De rares célibataires étaient là sans autre espérance que de vivre autant qu'il faudrait, pas très longtemps dans ce climat défavorable. Que faisaient ceux qui ne tenaient pas bon ? Ils s'en allaient avec le mirage des banlieues des villes, ou bien les grands et beaux quartiers, le néon, le cinéma, la distraction, enfin l'Eldorado, où l'on allait entendre les autres, les rencontrer. La génération qui a suivi est complètement différente et vous mesdames et messieurs les dirigeants de l'agriculture vous le savez bien. L'inspiration principale, c'est de revenir. Mais comment revenir lorsque le tissu de l'emploi a dans l'intervalle disparu ?

- Il faut donc relier les deux bouts du problème et user de cette volonté de rester ou de revenir au pays en créant les structures qui permettront de recréer l'emploi. Il faut des formations de qualité. Il faut veiller à la formation des agriculteurs en-particulier dans les zones fragiles, il faut les former aux différentes techniques de l'élevage, il faut qu'ils aient les moyens d'apprendre la gestion rationnelle de l'exploitation agricole. Il faut qu'ils puissent savoir ce qu'est une véritable animation dans ces zones particulièrement ardues, il faut qu'ils soient exactement informés des conditions du développement agricole, il faut que le gouvernement et les ministères mettent les moyens qu'il faut au service de la région pour cette formation.

Il faut enfin que les jeunes qui veulent s'installer se trouvent dans une situation qui leur permette de ne pas être endettés toute leur vie. Il faut donc qu'ils puissent ne pas consacrer l'essentiel du maigre capital qui leur revient pour acheter le sol, la terre et qu'ils puissent toute de suite s'équiper. Et c'est pourquoi dès cette année, mesdames et messieurs, en 1983, des terres en location pourront être travaillées par de jeunes agriculteurs. Nous avons doublé les prêts d'installation aux jeunes agriculteurs.

- Mais en voyageant parmi vous je me suis rendu -compte que doubler un et un, qui doit faire deux. était devenu un et un font 1.7. C'est-à-dire que le doublement vu de Paris par le Président

...), était devenue en et en fait 1,77. C'est à dire que le doublement de la France par le Président de la République, à mesure qu'il s'éloignait, se perdait en chemin, et par le génie inventif d'une série d'administrations intermédiaires qui répercutaient elles aussi sans doute les difficultés du budget et qui établissaient une modulation selon la qualité des terres hautes ou basses, selon les productions etc .. Il faudra que mon 1 + 2 redevienne 1 et 1 £ 1 et 1, cela fera 2. Il faut allier l'honnêteté à la rigueur du calcul. Au lieu de vous dire : je vais doubler la DJA `dotation aux jeunes agriculteurs`, si elle ne doit pas doubler, je vais dire que je ne la double pas et je n'entreprendrai pas une fausse espérance chez les jeunes agriculteurs. On dira que l'on doublera dans telle et telle forme d'exploitation et qu'on ne doublera pas dans les autres. Mais on ne peut pas dire : on va doubler et tandis que les jeunes espèrent et se mettent à s'installer, ils s'aperçoivent qu'ils ne reçoivent pas ce que l'Etat leur a promis. C'est une grande faute que d'engager la responsabilité de la collectivité nationale si l'on ne doit pas tenir jusqu'au bout l'accord de ses engagements. Je m'efforce de les tenir. Vous voyez que je rencontre des difficultés. Ce n'est pas pour me plaindre de ceux qui ont la charge des affaires, et qui, naturellement, vivent avec les moyens qu'on leur donne.\

Mais je crois que ce que dit le chef de l'Etat doit être intégralement respecté. On me le reproche parfois. On pense que pour ma part c'est une manie. On dit : "Il veut tenir ses promesses". Oui, et c'est vrai, c'est un peu choquant. C'est vrai que ce n'est pas normal de dire des choses durant une campagne électorale et de dire la même chose une fois qu'on est élu. Il paraît que ce n'est pas normal. Je pense qu'il y a une certaine morale qui s'identifie avec la politique. D'autre part, je me suis aperçu qu'il y avait beaucoup de gens qui étaient très contents et qu'il y en avait d'autres qui n'étaient pas contents du tout. Alors je ne sais plus ce qu'il faut faire. Dois-je les tenir ou non ? Qu'est ce que vous voulez, il ne fallait pas voter pour moi. Il y en a d'ailleurs et même parmi vous qui l'avaient parfaitement compris tout de suite.

- Il me semble, monsieur le président, que votre volonté d'agir doit rencontrer celle de l'Etat et je peux me porter garant de la capacité et de la qualité de ceux qui en ont la charge, aussi bien Mme le ministre de l'agriculture `Edith Cresson` que M. le secrétaire d'Etat `André Cellard` qui sont, non seulement des gens en qui j'ai une confiance personnelle, mais dont le dévouement ne peut pas être discuté. Simplement, ils sont devant une masse de difficultés et ils ne peuvent pas tout résoudre en un jour.\

Je ne veux pas m'attarder davantage et je voudrais maintenant traiter des quelques problèmes sur-le-plan des richesses énergétiques, clef du développement. Je veux que l'on soit capable d'économiser l'énergie pour l'on ne soit pas tributaire des approvisionnements étrangers. Vous avez, monsieur le président, signé au nom du conseil régional une importante convention avec l'EDF afin que votre région profite pleinement de l'implantation d'une centrale nucléaire, sujet débattu, discuté, contesté, difficile, dans lequel on est tenté de donner raison aux uns et aux autres selon le moment. Mais, c'est évident, on ne peut pas dire noir ou blanc dans cette affaire. Il ne faut pas avoir une politique systématique mais nous avons le devoir d'assurer l'indépendance énergétique du pays tout en prenant les conditions de sa sécurité. Il faut une politique de diversification de nos ressources énergétiques. Alors il faut veiller à la mise en valeur des énergies renouvelables, celle que produit le soleil, celle que produit la nature, ce que produit la forêt par exemple, celles que peuvent nous donner nos cours d'eau et puis il faut la mise en valeur de tout le potentiel acquis à travers les années. Il faut réveiller le charbon là où c'est possible. Il faut en même temps par le nucléaire, compléter nos ressources énergétiques parallèlement à l'effort mis en oeuvre pour les économies d'énergie que nous finançons pour 4 milliards sur les deux derniers mois et les quatre mois à venir. 4 milliards pour les économies d'énergie pour faire travailler considérablement les petites et moyennes entreprises `PME` en particulier celles du bâtiment. Une masse de corps de métiers va être intéressée par ce soutien considérable de l'Etat et en même temps cela sauvera la France d'un poids insupportable.

- Je tiens à dire également que l'Etat approuvera, si les Charbonnages de France le proposent, le projet d'exploitation à couches découvertes et cela s'applique en-particulier aux espoirs qu'a fait naître le Bassin de Carmaux.

- Midi-Pyrénées est longtemps resté en marge du développement économique en-raison de sa

situation géographique. Je tiens absolument qu'à partir de ces domaines - je parlerai tout à l'heure de Decazeville - on soit assuré que, dans le département du Tarn en particulier, nous allons veiller aux reconversions lorsqu'elles sont nécessaires. J'ai entretenu les professionnels et les syndicalistes sur place de leurs problèmes, je n'y reviendrai pas, mais il faut en particulier que Carmaux puisse vraiment donner l'espoir puis la réalisation tout aussitôt sans qu'on attende trop d'une nouvelle richesse industrielle.

Il y a aussi vos routes. Vous souhaitez à juste titre que soit réalisée au plus vite la voie routière rapide Bayonne - Toulouse qui faciliterait votre ouverture vers les régions industrielles du nord-ouest de l'Espagne. Pour ce qui concerne la partie de cette liaison qui se situe dans la région d'Aquitaine, partie qui sera autoroutière, la procédure suit son cours. Les difficultés ont surgi entre Bayonne et Orthez vous le savez. Elles devraient être surmontées avec les propositions formulées par les élus dans le cadre de la mission demandée par le conseil régional d'Aquitaine. Pour Tarbes - Toulouse l'Etat a décidé d'affecter 100 millions de francs par an valeur 1982 jusqu'à la fin du IXème Plan. Ainsi à la fin de 1988 - c'est une date qui m'est chère ! - les 2 tiers de l'itinéraire auront été aménagés à deux fois deux voies et les contournements d'agglomération notamment de Saint-Gaudens et de Montréjeau auront été réalisés.

- Vous souhaitez également que soit accélérée la réalisation du contournement autoroutier de Toulouse : les travaux de la rocade-est dans la vallée de l'Hers seront engagés en 1983 avec un objectif de mise en service au début de 1988, ce qui nécessitera la mise en place de moyens financiers à hauteur de 206 millions de francs, pour le ministère des transports et selon un échéancier qui vous sera communiqué.

- Dans le plan routier massif central qui sera poursuivi en Midi-Pyrénées au rythme actuel valeur 1982 toujours la priorité sera accordée pour les déviations d'agglomération aux aménagements de Cahors et de Decazeville. J'ajoute que j'étais tout à l'heure à Albi et que j'ai pu constater la relance, le commencement des travaux de la rocade dont la 1ère tranche sera terminée en 1983 alors que cela faisait 30 ans qu'on en attendait l'issue. Le programme co-financé Etat - région sur les routes nationales de rase campagne pour la RN 20 sera poursuivi jusqu'en 1985 au rythme prévu.

- Le ministère des transports proposera à la région de négocier un avenant complétant le programme reportant son échéance à la fin de 1988 par homogénéité avec le IXème Plan de l'Etat. Le rythme proposé en 1986, 1987, 1988 sera le même que précédemment. Le programme spécifique d'aménagement de la RN 20 accepté par l'Etat sur la période 1981 - 1985 sera poursuivi jusqu'en 1988 au même rythme (30 millions de francs valeur par an 1980), si la région accepte la proposition de poursuivre le programme co-financé jusqu'en 1988. La réponse vous appartient.

Dans le domaine urbain hors Massif central et hors rocade de l'Hers, l'Etat poursuivra son effort au rythme de 75 millions de francs l'an valeur 1982. La première tranche du fond spécial de grands travaux, celle dont j'ai parlé et qui doit entrer en action au mois d'octobre, affectera 86 millions de francs à la voirie urbaine de Midi-Pyrénées en 1982 - 83 dont 40 millions hors Massif central. Ainsi les actions -entreprises, je le rappelais à Albi, les rocades de Toulouse, Rodez, Montauban seront achevées avant la fin du IXème Plan. D'autre part, les travaux seront poursuivis ou engagés sur la voie de dégagement ouest de Toulouse dont la mise en service est prévue en 1987, sur la voie de dégagement est de Toulouse et sur la rocade de Tarbes c'est-à-dire l'accueil de l'autoroute.

- Pour le Col de Puymorens `Ariège` et l'accès à l'Andorre, je vous répète que nous sommes prêts à étudier, en liaison avec l'Espagne, le projet de tunnel routier de Puymorens auquel la région vient par votre voix d'affirmer son attachement afin de créer une voie directe avec la Catalogne.

- Pour ce qui concerne le schéma régional des transports collectifs qui justifie ce soir entre autres raisons la présence de M. le ministre des transports `Charles Fiterman`, je tiens à rappeler que le fond spécial de grands travaux - dont j'ai pu constater à Albi, je le répète, qu'il entrait dans les faits - financera les travaux d'infrastructure ferroviaire du schéma à hauteur de 20,5 millions de

francs en 1988. L'Etat apportera à la région en 84, 85 et 86 les financements complémentaires nécessaires à la bonne fin de ces programmes d'infrastructures.\

Bref, aider au développement des ressources agricoles énergétiques de la région, faciliter les communications internes et externes, voilà ce qu'il faut faire. L'Etat souhaite aussi, je souhaite le développement industriel de Midi-Pyrénées pour gagner la bataille économique de demain. Je l'ai dit tout à l'heure, votre région est à l'image de la France : grands groupes, tissu industriel dense, secteurs traditionnels et secteurs de modernisations. J'aurai l'occasion de rendre hommage tout à l'heure à plusieurs acteurs de la réussite internationale d'Airbus `avion`. Laissez-moi vous dire d'ores et déjà à quel point la France est fière de pouvoir produire des avions qui, dans le monde entier, donnent l'image de notre capacité technologique. Midi-Pyrénées est la 3ème grande région aérospatiale française avec l'Île de France et l'Aquitaine. 16000 personnes au total y travaillent dont 6500 pour le programme Airbus. Des centaines d'entreprises sous-traitantes de mécanique, de fonderie, d'outillage, y participent et acquièrent de l'expérience de qualité et des technicités remarquables. Il faut maintenir ce potentiel, lancer des programmes nouveaux, sélectionner en fonction des besoins du marché sur lesquels nous pouvons être compétitifs. Voilà quelques réponses précises, monsieur le président, à vos questions posées.

- L'avion A 320 tout d'abord : je rappelle que nous sommes attachés à l'aboutissement de ce projet £ donc c'est un projet qui demeure et qui repose sur une coopération internationale exemplaire, vous le savez. L'ATR 42, ensuite : je confirme ici solennellement ce que j'avais esquissé lors de l'inauguration de Roissy II, il y a quelques mois : l'avion de transport régional réalisé en coopération avec l'Italie est prêt à démarrer effectivement au vu des commandes prises qui, si elles n'atteignent pas complètement l'objectif fixé, témoignent d'un succès manifeste dans un marché international en crise.

- L'Etat mettra en faveur de ce projet les moyens de financement adéquats, veillera à ce que nos propres compagnies régionales ne soient pas défavorisées par-rapport à la concurrence si elles désirent en acquérir. Oui, l'élan sera donné à l'ATR 42. Je suis allé en Italie et j'en ai discuté avec son gouvernement. C'est le même Premier ministre aujourd'hui et je lui ai déjà écrit à ce sujet et j'en ai saisi d'éventuels clients. C'est pour moi, c'est pour nous un objectif essentiel qui permettra de maintenir le rythme de notre production aéronautique.\

Et puis, il y a l'espace et la voie difficile pour que la France, au-sein de l'Europe, participe en tête à cette grande aventure technologique. Je demande à tous ceux qui contribuent au programme Ariane `fusée` de surmonter leur déception, de se mobiliser pour de prochains tirs. Le succès est à ce -prix et d'ailleurs, moi, je suis sûr de ce succès. Après tout, lorsque j'arrivais tout à l'heure à Toulouse, sur la piste, là, du côté d'Air-France, m'est revenu le souvenir de Didier Dorat et des fondateurs de l'aéropostale : ce succès était jalonné de combien de morts, combien d'avions se sont perdus, combien de pilotes illustres de la grande aéronautique ? Ce qui a fait la grandeur de ce que nous célébrons aujourd'hui, c'est qu'ils ont tenu bon. Pour Ariane, il en ira de même, soyez-en sûrs. La vocation de votre région à participer à de grands projets technologiques est évidente. Aussi, puis-je vous dire que je défendrai avec fermeté le choix du site du Fauga pour le projet de soufflerie transsonique cryogénique européenne.

- C'est comme si on parlait chinois, mais pour celles et ceux qui sont ici et qui connaissent bien leur région, cela représente un point d'équilibre considérable sur-le-plan du tissu industriel de la région.\

A côté de ces grandes aventures, il faut que le tissu industriel soit prospère, dynamique, il faut renforcer les règles de la sous-traitance, je pense en-particulier aux délais de paiement et je - compte, il faut le dire, en revanche, beaucoup, sur la modernisation des petites et moyennes entreprises `PME` qui opèrent souvent dans le secteur traditionnel et qui sont confrontées à une vive concurrence internationale. Il faut que ces entreprises aient accès aux techniques modernes, qu'elles bénéficient des -concours en formation d'hommes, en moyens financiers. C'est particulièrement vrai dans le domaine du textile, un des grands employeurs de la région (27000 emplois), au-delà des retombées du plan textile national. Nous étions à la veille de fermer boutique sur-le-plan du textile, mesdames et messieurs, il faut que vous le sachiez ! Et c'est le plan textile qui a permis de rattraper in extremis une industrie qui paraissait condamnée. Quand

plan textile qui a permis de rattraper in extremis une industrie qui paraissait condamnée. Souvent je pense à la qualité des travailleurs que j'ai vus ici, particulièrement à Castres, tout récemment, je pense que cela eût été - ici comme dans d'autres régions, comme celle des Vosges, bien entendu, et celle du Nord - cela eût été un drame national. Et puis, on ne peut pas priver la France d'une industrie dans un domaine aussi essentiel que le textile sans perdre un morceau de notre indépendance nationale.\

Mais vous disposez, en Midi-Pyrénées, et spécialement à Toulouse, d'un atout fondamental, c'est-à-dire la recherche. J'ai - je le disais hier soir à Figeac - mis l'accent sur quatre budgets au moment où nous avons limité le déficit du budget de la France à 3 % du produit intérieur brut ` PIB ` , ce qui fait que le budget français est, avec celui de la Grande-Bretagne, le budget le moins déficitaire de tous les pays industrialisés. Je dis cela à celles et à ceux d'entre vous qui ont le sentiment que nous n'avons pas préservé cet équilibre fondamental. Avec 3 %, nous restons loin devant l'Allemagne fédérale, le Japon ou les Etats-Unis d'Amérique. Loin devant, je veux dire dans le sens de l'économie. Et pourtant, à l'intérieur de ce budget étroit, nous avons accru la part de l'investissement. Pour moins de 2 milliards accordés aux sept grandes entreprises, aujourd'hui nationalisées, au-cours de ces dernières années, 15 milliards cette année, ce qui nous a naturellement contraints, pour rester dans les mêmes proportions, à diminuer certains crédits d'équipement qui nous paraissaient pourtant bien utiles. Et, à l'intérieur de ces investissements, j'ai donné la primeur à quatre domaines, quatre secteurs : la culture, la recherche, l'industrie, l'éducation nationale. Et j'ai demandé - il existe encore quelques moyens d'améliorer la note - qu'il en soit de même pour l'environnement. Pourquoi ? Parce que, même si l'on est obligé de serrer les écrous, il ne faut pas que la France recule. Là où se trouvent l'intelligence, l'invention, l'esprit de création, est la capacité technologique de la France. Il faut peut-être mettre un trait sur certaines erreurs du passé mais, en tout cas, il faut avoir confiance dans l'avenir, et je suis de ceux qui ont confiance.\

Il faudra renforcer les moyens régionaux de l'ANVAR ` Agence nationale de la valorisation de la recherche ` . Outre les mesures spécifiques pour le textile, ce programme intéressera la bio-technologie - vous en avez parlé - qui sera incluse, si la région le demande, et vous allez le demander, dans le contrat de plan entre l'Etat et la région. L'Etat est disposé à soutenir la création en Midi-Pyrénées d'un pool de productique, par le renforcement des moyens de l'ADEPA ` Agence nationale pour le développement de la production automatisée ` , le soutien aux actions menées dans le domaine de la conception assistée par ordinateurs, et la création de la structure Midi-Robot, dont vous avez parlé. Tout à l'heure, à Castres, vous m'avez montré ce que pouvaient être les automates, qu'il ne faut pas confondre tout à fait avec les robots - pour laquelle l'Etat dégagera les moyens nécessaires et, bien entendu, la coordination des activités menées dans ce domaine nouveau. Je suis allé au Japon pour cela. On dit souvent que je vais à travers le monde. Mais c'est parce qu'il faut bien que je me comporte aussi comme le responsable de la Maison France et il faut bien qu'elle fasse des affaires. Oh, ce n'est pas comme un commerçant, mais enfin, avec le Japon, nous avons créé des relations qui nous ont permis d'abord de constater que sur-le-plan de l'invention, y compris dans l'électronique, nous n'étions pas battus d'avance. Dans 40 % des productions, nous étions en avance sur le Japon. Simplement, nous ne sommes pas de bons commerçants. Une fois qu'on a créé, on ne sait pas très bien vendre. Je voudrais que l'effort soit fait, d'une part pour améliorer notre technicité, d'autre part pour améliorer notre réseau commercial.

- Mais, il n'empêche pas que, quand on a observé les robots, les robots intelligents, nous avons vu que les ingénieurs français avaient créé des merveilles. Il faut bien se rendre -compte que tout passera par là d'ici peu d'années.\

Bref, Midi-Pyrénées - et j'arrive à la fin - je l'ai dit, par sa diversité géographique, économique, humaine, microcosme de la France, doit demeurer une région d'équilibre, où l'homme s'adapte au milieu dans lequel il vit. Pour cela, développement culturel et développement économique doivent aller de pair. En effet, au-cours de ces dernières années, ces vingt dernières années, la centralisation de l'Etat risquait de détruire cet équilibre-là. Et, au fond, il faut le dire, l'histoire a des prolongements, en même temps que des racines profondes, c'est-à-dire que ces

prolongements sont d'autant plus grands - comme pour un arbre - que les racines sont profondes. Et ce qui s'est passé, il y a plusieurs siècles, lorsque le Nord et le Sud se sont affrontés jusqu'au-dessous de vos murs, avec les sacrifices humains immenses et avec la compétition spirituelle qui s'est transformée en compétition politique, il faut dire que depuis cette époque, Toulouse est restée une grande capitale, comme observée avec un peu de circonspection, sinon même de méfiance, par le pouvoir central. Cela s'est rétabli davantage avec la naissance de la République car il s'est trouvé que les grands républicains, pour une large proportion, étaient issus de votre région et que, lorsque un Gambetta ou un Jaurès, jusqu'à Vincent Auriol, et bien d'autres au passage, en passant par les Sarrant et bien d'autres - je ne fais pas ici de compétition politique, il y a eu des grands hommes politiques ici et là, dans les grandes couches de l'horizon politique, il en est encore, mesdames et messieurs, qui êtes des adversaires politiques et non pas des adversaires du Président de la République et qui apportez beaucoup, beaucoup, à votre région et à la France, je ne fais pas de distinction - bref, quand tous ces grands hommes s'exprimaient, c'était votre région qui rayonnait. C'est vrai que cette région de Midi-Pyrénées est telle que le buste de Jaurès est dans le bureau du maire de Toulouse. C'est-à-dire que Jaurès est reconnu, comme Gambetta est dans le bureau du maire de Cahors. Et puis, si, un jour ou l'autre - je ne me mêle pas de ça - les maires changent, on peut penser à celui de Cahors, mon ami Maurice Faure, je suis sûr que son successeur, de quelque opinion que ce soit, n'enlèvera pas le portrait de Gambetta.

- Je veux dire par là qu'il y a des valeurs permanentes qui signifient que vous vous reconnaissez tous les fils d'une démocratie que vous vous voulez peut-être d'une couleur ou d'une autre, mais fidèles à la démocratie. Or, dans ces domaines, il faut penser que les éléments culturels sont déterminants parce qu'au fond vous vous reconnaissez dans cette culture-là. Vous vous reconnaissez dans le combat déchirant qui a fait que votre région a souffert dans sa chair. D'abord, dans sa -défense propre, ensuite pour le -compte de la patrie. Que de fois, il m'est arrivé d'aller dans vos villages et de regarder la liste des morts sur les monuments dressés sur vos places dans la guerre de 14-18 ` 1914 - 1918 ` , qui a marqué le déclin de la campagne française, la mort de tous les jeunes gens, les bras et les intelligences dont on avait besoin. C'est-à-dire que nous sommes unis par une réalité culturelle et vous l'êtes peut-être plus que d'autres parce que vous avez une culture originale et qu'il faut préserver. Je l'ai dit, je l'ai répété à M. le ministre de l'éducation nationale ` Alain Savary ` , à M. le ministre de la culture ` Jack Lang ` , qui l'ont parfaitement compris parce qu'ils comprennent vite - a priori, c'est pré-supposé, en plus c'est vrai - et en plus parce qu'ils partagent cette opinion parce qu'ils la vivent. Ce n'est pas le récent président de la région Midi-Pyrénées ` Alex Raymond ` qui pourrait ignorer les besoins de l'identité de cette région.\

Dans la politique audio-visuelle régionale, les moyens de FR3 seront accrus, la télévision régionale sera renforcée en 83, les moyens que pourra mettre le ministre de la communication ` Georges Fillioud ` pour que la station radiophonique de Toulouse soit dotée dans le courant de l'année prochaine de la pleine capacité de production locale, une radio départementale de service, un soutien qui favorisera l'implantation de deux centres de production audio-visuelle du comité international, de centres vidéos professionnels de M. Armand Gatti ` atelier de création populaire ` et l'atelier de production cinématographique Guy Cavana. Tout cela, M. le ministre de la culture ` Jack Lang ` m'en a parlé, met l'accent sur ces aides de l'Etat. Une vidéothèque régionale implantée au 1er janvier 1984, pour mettre à la disposition de la région son patrimoine audio-visuel, lieu de service pour les professionnels, de consultation pour les amateurs, élément essentiel de la culture régionale. Le vieux projet d'installation de la phonothèque de la Bibliothèque nationale dans le Palais des Evêques de Saint-Dizier, en Ariège, va voir le jour. La Bibliothèque nationale engagera les études de faisabilité, comme on dit, sur ses crédits d'études de 1982. Les financements sont réunis, les travaux commenceront dans 14 mois.

- Un projet d'une très grande ampleur proposé par votre région, qui a fait l'objet d'une première décision gouvernementale, la création d'un centre de rencontres régionales et même inter-régionales dont l'activité sera centrée sur les liens très étroits entre développement culturel et

développement économique à l'abbaye de Flaran dans le Gers. C'est en-cours de mise au-point finale. Je veux vous apporter mon appui à cette initiative, premier germe de réconciliation d'économie et de vie locale, lieu de débat réel pour la création continue de modèles de développement originaux. Et puis, les lieux sont beaux et la beauté est toujours nécessaire à la création de l'homme. J'ai demandé que votre projet soit associé aux travaux de la mission d'étude du programme du Centre international de la communication décidé pour Paris et dont la vocation nationale mais aussi régionale exige des liens privilégiés avec les régions.\

Je n'ai pas parlé d'un certain nombre de problèmes nationaux qui eussent été passionnants, mais comment disposer de votre temps davantage ? Qu'on prenne un peu de retard pour le dîner, ce n'est pas bien grave. Ça gêne naturellement un peu ceux qui l'ont organisé mais ils sont soumis à la nécessité et la nécessité, c'est d'abord qu'on s'explique bien ici. Je ne suis pas venu essentiellement pour dîner même si j'y ai grand plaisir, surtout dans cette région. Je suis venu pour discuter avec vous.

- Alors, il y a un tas de problèmes que je n'ai pas traités que je traiterai pas. J'aurais voulu traiter le problème de l'emploi mais, naturellement, il est englobé dans des considérations générales qui ne sont pas propres à votre région et, donc, le problème du chômage. J'en ai discuté d'ailleurs avec telle ou telle entreprise particulièrement menacée, je pense au Saut-du-Tarn et à quelques autres.

- Je n'ai pas parlé du blocage des prix et des salaires, ni des conditions de la sortie de ce blocage. Tout cela fait partie des données générales que je ne puis réduire au plan régional. Vous participez à la vie nationale, c'est à ce -titre et en tant que citoyen que vous agissez, je n'ai pas à insister là-dessus.\

Je voudrais simplement vous dire qu'il est absolument essentiel que nous parvenions à casser le rythme de l'inflation. Lorsque l'on voit le décalage qui existe en-particulier entre l'Allemagne et la France - l'Allemagne est notre principal fournisseur et c'est notre principal client - décalage hier entre 13,5 - 14 % d'une part, et 6 % d'autre part £ aujourd'hui, j'espère environ 10 % avec l'effort que nous venons de faire, que vous venez de faire et 5 % et encore on ne sait pas trop où ils en seront à la fin de l'année parce qu'ils vont vite, les Allemands. C'est insupportable. On s'étonne du déficit du commerce extérieur mais il est inscrit dans ces chiffres. Il est inscrit dans le déclin des 7 ou 8 secteurs industriels que j'ai cités tout à l'heure. Que peut-on y faire ? S'attaquer au problème. Le résoudre ? En un an ? Non.

- Et voilà pourquoi j'ai besoin, sur ce -plan qui touche à l'intérêt de la nation, du -concours de tous. Il faut casser le rythme de l'inflation. Alors, certains en ont beaucoup souffert. C'est sûr. Quand on a bloqué les revenus, cela voulait dire aussi bloquer les salaires. Bien des gens vivent avec de petits salaires. Vous savez que la moyenne des salaires en France, ce n'est pas bien haut. On est un petit peu obnubilé - et on a raison - sur le SMIC, mais la moyenne des salaires n'est pas tellement plus haute que celle du SMIC. Ne vous faites pas d'illusion. Pourtant, si l'on protège le SMIC, toutes les catégories qui se trouvent juste au-dessus du SMIC sont frappées par le blocage des salaires, ce qui représente des difficultés accumulées pour des foyers modestes, étant bien entendu que bien des agriculteurs et bien des commerçants ou artisans vivent avec des revenus qui ne sont pas supérieurs.\

Mais ce que je tiens à dire, c'est que je veillerai - et je pense y réussir - à préserver le niveau de vie des catégories que je viens d'évoquer.

- Le niveau de vie. On est en-train de se battre à coups de grands mots dans la polémique nationale. Non, le niveau de vie - et d'une certaine façon, le pouvoir d'achat - des Français, et en-particulier des salariés, n'a pas, pour la première fois depuis 40 ans, baissé en 1982. Non. C'est inexact. Le niveau de vie des Français n'est passé au-dessous de zéro qu'une seule fois depuis la dernière guerre. C'était en 1980. Car, soyons sérieux, si l'on retire un seul des éléments du niveau de vie, on parle pour ne rien dire. Le niveau de vie, qu'est-ce que c'est ? Pardonnez cette petite leçon de choses. C'est ce qui reste à un ménage - ou à un célibataire - c'est ce qui reste pour consommer, manger, se vêtir, le reste, se distraire, se loger, pour consommer et pour épargner après avoir reçu son salaire et ses prestations sociales et après avoir payé ses impôts et ses cotisations. Alors, là, une fois que c'est fait, eh bien, le niveau de vie peut être calculé. Le

ses cotisations. Alors, là, une fois que c'est fait, en bien, le niveau de vie peut être calculé. Je n'ai rien inventé, je viens de vous réciter ce que vient de publier la comptabilité publique, qui est un document officiel qui naturellement, n'est pas à la disposition du gouvernement. Mais le niveau de vie n'a baissé qu'en 1980. Il s'est élevé de 2 % en 1981, il va s'élever en 1982 - pas beaucoup - un petit peu, de 2 % peut-être, ce sont les statisticiens qui disent ça, mais enfin, ce n'est pas négatif et il continuera d'être positif en 1983. Bien entendu, à la condition que nous parvenions à lutter contre la récession, d'une part, et à lutter contre l'inflation, d'autre part. \

Mais ce que je viens de vous dire sur l'estimation du niveau de vie est sans condition, c'est ainsi que cela se passera, comme cela s'est passé en 1981, en 1982 et en 1983. Il n'y a pas de quoi pavoiser. Quand on pense à l'effort de production de la productivité de la plupart, d'une -majorité de Français, en tout cas producteurs, ce n'est pas une bien forte récompense, c'est une façon de stagner que d'entre être là. Mais il faut que nous parlions franchement entre nous : le niveau de vie a plongé en 1980, il s'est légèrement redressé dans les années suivantes. C'est l'engagement que je prends. Ce niveau de vie là, j'entends le défendre, c'est-à-dire ce dont on dispose réellement quand on reçu ce qu'on devait recevoir et quand on a payé ce qu'on devait payer. Bien entendu, s'ajoutent dans ce calcul non seulement les éléments du salaire, par exemple, mais aussi ce que la fiscalité permet de compenser, ainsi que les lois sociales.

- Alors, nous devons nous unir, mesdames et messieurs, et ça ne devrait pas être un sujet de batailles entre nous. Nous devons nous unir pour sauvegarder le niveau de vie des Français, en tout cas les Français qui en ont besoin. Naturellement, le niveau de vie d'un certain nombre de catégories privilégiées, il n'y en a pas tellement mais il y en a, est un problème qui ne nous prend pas à la gorge dans la mesure où il est naturel que dans une période difficile, ceux qui disposent de plus contribuent plus et ceux qui disposent le moins contribuent le moins. Ce qui va, il faut le reconnaître, un peu à l'inverse de ce qui s'est souvent passé. \

Qu'est-ce que l'Etat attend de votre région ? Moi, tout ce que je viens de dire, sans le dire, mesdames et messieurs, je n'ai pas besoin de faire un discours là-dessus, nos actions sont complémentaires. Vous êtes ici les serviteurs dévoués et compétents, c'est une large fraction de la France, vous êtes des citoyens responsables, vous avez un haut niveau de culture politique, vous avez un haut niveau de culture reçue de vos anciens. Même si certains d'entre vous n'ont pas beaucoup poussé leurs études, ils sont nourris de cette culture, de toutes les richesses de la langue, par sa diversité. Vous êtes vraiment un grand pays d'Europe. Vous avez valeur dans le monde. Toulouse est une capitale qui illumine l'horizon, bien au-delà des frontières de Midi-Pyrénées, bien au-delà de la France. Tous ceux qui s'attachent à son développement méritent d'être remerciés.

- Région et ville, sachez, mesdames et messieurs, contribuer par votre effort de compréhension mutuelle, une fois passées parce que c'est nécessaire, les légitimes confrontations de la vie démocratique, sans y ajouter rien qui soit inutile, superfétatoire, qui puisse permettre d'abaisser le niveau de ce débat, faites que la France soit en mesure de réussir les reconquêtes auxquelles je vous invite.

- Oui, j'ai confiance en vous. Cela m'est aisé de vous dire pour finir : vive la région Midi-Pyrénées, vive Toulouse, vive la République, vive la France. \